

Présentation « Dossier spécial »

L'innovation territoriale : Développer, aménager, agir

Les acteurs du développement territorial au Québec ont traversé plusieurs bouleversements depuis deux décennies. Les institutions et les organisations chargées de planifier, d'orchestrer et d'animer ce développement à diverses échelles géographiques ont été bousculées par des changements de gouvernement, des contextes de crise, des agendas partisans et bien sûr de nouveaux défis dans la mise en valeur des collectivités et de leurs territoires d'appartenance. Le vide laissé par les coupes massives de 2014 et 2015, ayant entre autres entraîné l'abolition des Centres locaux de développement (CLD), a mené à l'émergence de nouveaux acteurs ainsi qu'à la prise de responsabilités par des acteurs en place de secteurs délaissés et d'enjeux négligés, mais cruciaux pour le bien-être des communautés et des régions. Des approches renouvelées de l'aménagement et du développement des territoires, s'éloignant des modalités de planification traditionnelles et faisant une large place à la société civile, sont ainsi apparues et certaines sont désormais reconnues par les instances publiques en place. Plusieurs d'entre elles sont portées par la recherche d'équité sociospatiale, de justice sociale, de préoccupations environnementales et de développement de milieux de vie appropriés à l'épanouissement des citoyens. Elles ont le plus souvent émergé de la rencontre d'acteurs porteurs de vision différenciée pour un même territoire, et ont mené à des négociations et à la mise en œuvre de solutions inédites répondant aux besoins et aux aspirations des communautés, à des innovations socioterritoriales. Conséquemment, à différentes échelles et dans divers milieux socioprofessionnels et communautaires, de nouvelles configurations d'acteurs se sont mises en place au cours des dernières années et ont donné lieu à des actions et des projets témoignant d'un renouvellement des fonctions territoriales et de changements dans les façons de se projeter dans l'avenir. Ainsi, l'objectif de ce dossier spécial sur l'innovation territoriale est de porter un regard sur les nouvelles modalités d'action, innovantes et créatives, à diverses échelles, en lien avec le développement des territoires.

Ce dossier spécial sur l'innovation territoriale est organisé selon quatre grandes thématiques. La première concerne des approches pour penser autrement les territoires. Elle regroupe trois textes. Le premier, écrit par **Annie Camus, Carolina Andion, Sônia Tello-Rozas et Thiago Magalhães**, s'intéresse aux Laboratoires vivants en innovation sociale comme moyen de co-construire les connaissances en s'appuyant sur un exemple montréalais (le TIESS) et un exemple brésilien (l'OBISF). **Sylvain Lefebvre, Jérémy Diaz et Jean-Marc Adjizian** proposent un texte portant sur l'urbanisme tactique, une « modalité de fabrique de la ville » regroupant une variété de pratiques de réappropriation de l'espace urbain. Dans la même veine, **Taïka Baillargeon et Jérémy Diaz** s'intéressent à l'urbanisme transitoire, longtemps associé « à l'activisme et la transgression » et aujourd'hui mobilisé par les pouvoirs publics et considéré comme un « vecteur de l'économie créative et moteur d'innovation ».

La deuxième thématique de ce dossier spécial réunit des textes traitant de la co-construction d'espaces de créativité et de mixité, compris dans un sens large, comme moteur d'innovations territoriales. Ainsi, **Laurie Guimond, Myriam Simard et Anne Gilbert** s'intéressent aux « espaces de rencontre » entre les nouveaux et les anciens résidents des milieux ruraux, et l'opportunité que ces espaces constituent pour la mise en place de dialogues permettant de construire de nouvelles ruralités. **Diane-Gabrielle Tremblay et Erwan Vaineau** abordent quant à eux cette question à travers les lieux de travail et s'intéressent aux espaces de coworking en région, et notamment à leurs spécificités et leurs contributions à l'innovation territoriale. Le troisième texte de cette thématique est celui de **David Dufour**. Il porte sur le caractère innovant de l'activité *Sous le shaputuan*, instiguée par les acteurs de l'Institut Tshakapesh, qui agit comme « véhicule de la culture innue dans la société québécoise » et contribue à jeter des ponts entre les populations autochtones et allochtones, favorisant dès lors une meilleure cohabitation.

La troisième thématique rassemble des articles s'intéressant à des communautés résilientes. Le premier texte est celui de **Wilfredo Angulo, Juan-Luis Klein et Diane-Gabrielle Tremblay**. Les auteurs étudient le rôle du Cinéma Beaubien, dans le quartier Rosemont à Montréal, dans la revitalisation et la revalorisation locale et aux transformations économiques et sociales induites par ce projet. Le deuxième texte, écrit par **Marco Alberio**, aborde la question de la proche aidance et plus précisément la mise en œuvre à l'échelle locale d'initiatives visant la réduction des inégalités découlant du rôle de proches aidants. Le troisième texte de cette section est celui de **Mélanie Doyon, Jessica Élie-Leonard et Camille Arsenault-Héту** qui comparent trois initiatives agricoles mises en place par des communautés locales afin de lutter contre l'insécurité alimentaire en milieu rural. Quant à **René Lachapelle et Denis Bourque**, ils s'intéressent aux potentiels de l'intervention collective dans la résilience de huit communautés en mettant notamment à profit l'action concertée, le leadership des élus, l'alliance des savoirs, pratiques et académiques, et les ressources philanthropiques. Enfin, **Diane Alalouf-Hall et Jean-Marc Fontan** se penchent sur la gestion des catastrophes naturelles au Québec. Cette section se conclut avec une entrevue avec **Vincent van Schendel**, directeur de l'organisme de transfert Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS), dans laquelle il témoigne de l'importance de la liaison et du transfert pour le développement territorial (propos recueillis par **Mélanie Doyon et Juan-Luis Klein**).

La pandémie (COVID-19) que connaît présentement le Québec, comme le reste de la planète, a des incidences importantes sur nos façons d'habiter et de penser nos territoires. La distanciation physique a mis à l'arrêt des secteurs entiers de l'économie alors que d'autres secteurs ont été sursollicités. Le caractère récent des événements ne nous offre qu'une vue très partielle des impacts de la pandémie sur l'aménagement et le développement des territoires. Tout de même, certains indices donnent à penser que, au moins temporairement, les parties prenantes du développement des territoires devront revoir leurs façons de faire et que des préoccupations nouvelles, notamment de sécurité sanitaire, devront être prises en considération, bousculant ainsi les façons d'élaborer et de mettre en œuvre des projets, et exacerbant par la même occasion le besoin d'innovations territoriales. Il est toutefois difficile de dire, au moment d'écrire ces lignes, si la crise changera de manière permanente les façons de planifier les territoires.

Certains acteurs et auteurs ont tout de même accepté au pied levé de partager avec nous leurs réflexions quant aux incidences de la pandémie qu'ils observent déjà dans leurs pratiques, ou nous livrent leurs réflexions quant aux besoins de repenser les façons de faire actuelles. La dernière thématique de ce dossier spécial traite ainsi de l'innovation territoriale en temps de pandémie. Un premier texte nous a été proposé par **Yannick Hémond** qui discute de la mise en évidence, par la pandémie, des vulnérabilités de la société québécoise et de la nécessité de se préparer à vivre différents bouleversements dans les années à venir. Le deuxième texte, celui du **Réseau québécois en innovation sociale (RQIS)**, invite les autorités à faire une plus large place à l'innovation sociale afin de sortir de la présente crise et de construire une société plus résiliente. Un troisième texte, écrit par **Jean-Marc Fontan**, discute du rôle de la philanthropie dans la transition vers un après COVID-19. Ensuite, **Diane-Gabrielle Tremblay** s'intéresse au rôle du télétravail et du co-working dans la réorganisation du travail dû aux impératifs de distanciation physique. Enfin, à partir de l'expérience de la COVID-19 dans les Kimberley en Australie-Occidentale, **Melissa Marshall, Sandra Wooltorton, Kate Golson, Anna Dwyer, Gillian Kennedy, Uweinna Albert, Maria Morgan, Laurie Guimond, Anne Poelina et Patrick Sullivan** mettent de l'avant la nécessité d'intégrer les manières de faire et d'innover des communautés autochtones en matière de gestion de crises. Cette section spéciale de ce numéro se termine avec une entrevue avec **Anne Marie Aubert**, coordonnatrice du Conseil du système alimentaire montréalais qui nous explique les défis que pose la pandémie au secteur alimentaire de la métropole et des pistes de solutions à mettre en œuvre (propos recueillis par **Mélanie Doyon**). Il se dégage de l'ensemble de ces réflexions une urgence d'agir afin de protéger les milieux de vie et de transformer les modèles de mise en valeur des territoires de façon à privilégier le bien-être des communautés.

Mélanie Doyon
Professeure
Département de géographie
Université du Québec à Montréal

Juan-Luis Klein
Professeur titulaire
Département de géographie
Université du Québec à Montréal

Laurie Guimond
Professeure agrégée
Département de géographie
Université du Québec à Montréal

Sylvain Lefebvre
Professeur
Département de géographie
Université du Québec à Montréal

Avec le soutien de Matthieu Roy, assistant de recherche